

Des hommes en trop ?

Georges Labica

« You take my life when you do take the means whereby I live »
(Shakespeare)¹

Une belle unanimité se fait jour, en cette fin de premier semestre 2000, de la part des officiels et des analystes, pour proclamer que la France singulièrement, et d'autres pays européens d'importance, connaissent une extraordinaire embellie économique. « Tous les feux sont au vert », clament les métaphores journalistiques, à la suite du rapport de l'INSEE vantant le « plein régime ». Le taux de croissance prévu est de 3,5%, le chômage tombe « sous la barre » des 10%, la consommation est en hausse de 3%, la croissance rattrape celle des Etats-Unis. Mieux encore : « les entreprises commencent à souffrir d'une pénurie de main d'œuvre »². Et, selon **Le Monde**, qui ne craint pas l'enflure, « le gotha des universitaires, chercheurs et philosophes français », invités par le MEDEF, se met à goûter « à la refondation sociale »³. Autant dire, et on le dit, que la politique de la gauche plurielle, emmenée, comme le peloton du Tour de France, par les socialistes, et les politiques social-démocrates en général ont triomphé des récessions, inflations, régressions et autres stagnations, et réussit à faire entrer nos démocraties évoluées dans l'ère de « la mondialisation heureuse ». Ou presque, car « la réduction des inégalités », si régulièrement annoncée depuis les années 80 (au moins), ne semble pas être parvenue à son terme. A l'occasion de la journée de réflexion du 29 mai, à l'université d'Evry-Val d'Essonne, où la France découvrait, dit-on, ses « travailleurs pauvres », au nombre de 1,85 millions, les témoignages de femmes, représentant 85% de la nouvelle catégorie, faisant état de salaires égaux ou inférieurs au SMIC (4.500 F.), coïncidaient, dans les informations de presse, avec l'annonce du transfert de Fabien Barthez, gardien de but de l'équipe nationale de football, au club de Manchester United, pour un coût de 140 millions de francs, avec un salaire mensuel de 1,5 million, soit 333 fois le salaire d'Eliane et près de 28 ans de son travail. Notons que chacun des joueurs vainqueurs de l'Euro encaissait 3,5 millions de prime pour le seul match contre l'Italie, soit, selon le même calcul, 777 fois le SMIC et près de 65 années de travail.

Assurément on ne peut que se réjouir de voir le nombre de chômeurs diminuer de 600.000 unités, mais il serait tout à fait excessif d'en faire un motif d'euphorie. Quand, selon la publication de l'INSEE de juin dernier, l'augmentation de l'emploi salarié a été de 3,5%, l'intérim a progressé de 23% et les Contrats à durée déterminée (CDD) de 9%. La baisse du coût du travail et la précarisation des emplois sont ainsi concomitantes et réciproques de la prospérité des entreprises. Un responsable de la direction de la prévision signalait que le « boom » du temps partiel était en partie imputable aux allègements des charges patronales décidés par les pouvoirs publics à partir des années 90 pour soutenir l'emploi. La croissance s'accompagne et se fortifie de l'extension d'un « nouveau

¹ **Le marchand de Venise**, Acte IV, Scène 1, vers 372-373 ; cité par Marx, **Marx Engels Werke**, t. 23, p.511 (cf infra)

² Cf., entre autres, **Le Monde** du 8 juillet 2000.

³ Le « gotha » en question se réduit, selon le même article, à « une demi-douzaine », comme par hasard idéologues patentés du journal (14.06.00).

Lumpenproletariat »⁴. On sait de reste que la fameuse « refondation sociale », déjà évoquée, tend à instaurer un clivage parmi les chômeurs entre deux groupes, celui des bons/employables et celui des mauvais/Rmistes à vie, de surcroît, passibles de sanctions.

Ne peut-on cependant opposer à la tentation du catastrophisme que, parmi ses aspects positifs, la conjoncture permet de déceler une tendance au recul progressif du chômage et à une amélioration des conditions de travail et de rémunération ? Ce serait faire bon marché de ce que l'on appelle le chômage « incompressible » ou « structurel »⁵, dont la préoccupation qu'il suscite, loin de se trouver dissimulée par l'embellie, y apparaît comme l'une de ses assises. Le niveau dudit chômage, qui n'a cessé, au fil des années, d'être révisé à la hausse, se situerait, selon les estimations, entre 7% et 9% de la population active, autrement dit il concernerait encore plusieurs millions de personnes, entre 3, 4 ou 5, en fonction des méthodes de calcul du nombre des sans emploi. « Or, ce chômage structurel définit un seuil où les efforts financiers pour réduire le chômage sont trop coûteux au regard des gains escomptés »⁶. Et c'est ce chômage-là que les espoirs nés de la « reprise » qualifient de « retour au plein emploi ».

Le choix n'est pas entre bonne et mauvaise mondialisation, comme certains affectent de le croire et de le faire accroire, des blairismes de toutes obédiences à la plateforme du récent congrès du P.C.F.. Il n'y a pas de choix. Avec ou sans « embellie », le constat demeure d'une « embellie » permanente, en faveur du seul capital. Elle est assénée jour après jour par toutes les enquêtes et statistiques nationales aussi bien qu'internationales. Elle a nom *pauvreté*. La session extraordinaire de l'Assemblée Générale de l'O.N.U., qui a tenu son sommet à Genève du 26 au 30 juin, précisément sur cette question, s'est séparée sur un constat d'impuissance. Il s'agissait de mesurer les progrès accomplis depuis la précédente rencontre de Copenhague en mars 1995 qui se proposait, en prenant de nouvelles initiatives dans le domaine du développement social, « d'éradiquer la pauvreté dans le monde », par la réduction de moitié d'ici 2015 du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Cinq ans après, les progrès sont nuls et les participants, bien moins nombreux, moins prestigieux et plus africains⁷, ont dû se contenter de renouveler les engagements antérieurs à donner « un visage humain à la mondialisation ». Avec 1 dollar par jour, c'est 1,2 milliard d'êtres humains qui vivent dans la pauvreté absolue, avec 2 dollars c'est la moitié de l'humanité (2,8 milliards) qui se trouve hors circuit ; 1,5 million ne dispose pas d'eau potable ; 750 millions souffrent de sous-emploi ; 850 millions sont chômeurs ; 800 millions n'ont aucun accès à des services de santé ; 850 millions sont analphabètes. En France, l'Insee constatait, en 1996, que le niveau de vie des moins de 25 ans avait baissé de plus de 15% en cinq ans ; et, en 1998, que 10% des ménages détenaient la moitié des fortunes, le système d'imposition, comme la progression de la Bourse, favorisant les plus riches... Les paradoxes, en vérité les contradictions, exposés à Copenhague ne laissent aucune place au doute. En cinquante ans, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la pauvreté n'avait pas reculé tandis que la richesse mondiale, en P.N.B., était multipliée par sept et qu'en dépit de la croissance de la population, le revenu par habitant avait plus que triplé, -les gains étant toutefois fort inégaux entre nations et à l'intérieur même de chaque nation. La Grande-Bretagne en fournit un triste exemple, dont le pourcentage de pauvres, 25%, demeurait le même qu'au début du

⁴ Cf. *ibid.*, 31 mai 2000.

⁵ Ou « nouveau chômage », « durable », diagnostiqué dès 1973 (Cf. J. Freyssinet, **Le chômage**, Paris, Ed. La Découverte, 1984).

⁶ Cf. **Le Monde**, 06.06.00. « Le chômage structurel, -écrit Martine Laronche (« Un mal identifié, des remèdes encore controversés », *ibid.*), correspond au niveau de chômage à partir duquel le niveau d'inflation est constant. En d'autres termes, si son niveau baisse, des tensions apparaissent sur le marché du travail et l'inflation augmente »

⁷ 130 chefs d'Etat et de gouvernement étaient présents à Copenhague, 8 présidents et 11 premiers ministres, en grande partie africains, ont fait le déplacement de Genève.

siècle. Le chômage qui, aux E.U., ne touchait plus officiellement que 5,5% de la population active, coïncidait avec 15% au-dessous du seuil de pauvreté. On relevait également que le développement social « ne peut être assuré simplement par le libre jeu des forces du marché ». L'OCDE, dès juillet 1993, avait noté que « les inégalités de revenus se sont amplifiées dans les années 80 », ce qui conduisait Guy Herzlich à écrire : « Inégalités croissantes, appauvrissement des plus pauvres, enrichissement des plus riches : si le marxisme était encore à la mode, il y aurait de quoi reprendre l'appel du **Manifeste communiste**, « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* » »⁸. Lui font écho 66% des Espagnols qui pensent encore que la société est divisée en classes et 23% qui sont convaincus de la réalité de la lutte des classes, quand 8 millions d'entre eux, sur un total de 40, sont en-dessous du seuil de pauvreté⁹, Compostela, avec près de 25% de pauvres, apparaissant comme « capitale...de pauvreté »¹⁰. Le même phénomène « imputable au fonctionnement de l'économie et à la forme de la société » se rencontre au Portugal, dont la population compte un tiers de pauvres¹¹. En Argentine, s'organisent des « marches pour le travail » qui amènent le Président libéral Carlos Menem à déclarer « Ils peuvent faire mille marches, mille grèves, rien ne changera »¹². Le paradis suisse lui-même n'est pas épargné, où s'accuse la stratification sociale, avec de 3% à 5% de *Heimatlos* et plus de 400.000 personnes (en 1976 déjà) au-dessous du seuil de pauvreté, tandis « qu'à nouveau la charité remplace la justice »¹³. En 1997, d'après l'INSEE (9 juillet), 12% des ménages européens vivent sous le seuil de pauvreté, dont 11% pour la France. Les moins de 16 ans, qui représentent 19% de la population européenne, sont 23% à vivre dans une famille pauvre. En juin 2000, l'UNICEF constate que 47 millions d'enfants des pays développés, soit un sur six, vivent dans la pauvreté, la palme revenant, juste après le Mexique, aux E.U. (22,4%) et à la Grande-Bretagne (19,8%). A noter que les E.U., où la peine de mort pour les mineurs n'a pas été abolie, n'ont toujours pas signé la Convention des Droits de l'enfant. Bill Gates possède, quant à lui, une fortune équivalent au revenu de 40% de la population la plus pauvre des E.U.. Le salaire de Michael Eisner, le plus élevé du pays, atteint 4 milliards de F. en 1990. 80% de l'énergie produite est consommée par ¼ de la population mondiale. Un enfant sur quatre souffre de malnutrition. En 1960, l'écart riches/pauvres était de 30 fois, il est passé à 82 fois en 1995. En 1997, les 225 plus grosses fortunes possédaient l'équivalent du revenu annuel des 47% d'individus les plus pauvres, soit 2,5 milliards de personnes. Les différences de salaire aux E.U. passent de 1 à 42, en 1980, à 1 à 85, en 1990, à 1 à 326, en 1997. Des centaines de chiffres analogues sont disponibles qui inlassablement répètent la vérité de « l'inlassable misère »¹⁴ : la bipolarisation accrue inhérente au processus de globalisation.

Partant, on ne peut s'étonner des inquiétudes et même des cris d'alarme de toutes parts proférés. Ils viennent à la fois des organismes humanitaires, qui ne sont pas tous pervertis, - de la Communauté de Sant'Egidio au magnifique Atd Quart Monde qui a imposé la « Journée mondiale du refus de la misère », le 17 octobre, - cependant vite instrumentalisée par les pouvoirs et les médias et rendue dérisoire, des divers organismes, officiels ou non, qui multiplient enquêtes et informations, mais également des principales autorités impliquées dans la gestion de l'ordre dominant. La Banque mondiale, nous assure-t-on, s'inquiète de la croissance de la pauvreté. M. Camdessus, Directeur du F.M.I., à la

⁸ Cf. « Plus pauvres ou plus inégaux ? », **Le Monde**, du 07.03.95.

⁹ Selon la Fondation Foessa (oct.94) qui montre que les disparités n'ont cessé de s'accroître.

¹⁰ Selon Noélia Fernandes Marquês, « Compostela capital...da pobreza », **O Pedroso**, mai 1999.

¹¹ Cf. « Pobreza. A mancha que alastra », **Intervenção democrática**, Lisboa, juin 1993.

¹² La presse du 11 juillet 1997.

¹³ Cf. G. Buétas, qui cite **Wohlstand und armut in der Schweiz** de Brigitte Buhmann, Basler sozialökonomische Studien ; Ed.Verlag Ruegger Postfach CH 7001 CHUR, 1988 (« La pauvreté cachée », **Le Monde** 21. 11 1989)

¹⁴ Cette expression se rencontre dans un titre du **Monde**, du 19.10.93, à propos de la commémoration de la Journée mondiale du refus de la misère.

veille de son départ à la retraite, condamne les écarts de richesse comme « moralement outrageux ». En 1991, F. Mitterrand appelait à redoubler d'efforts : « l'inégalité, disait-il, on la voit partout. Il faut que partout il y ait des combattants pour l'égalité, de plus en plus nombreux, de plus en plus vigilants... ». Son successeur fait de « la fracture sociale » son leitmotiv et prophétise que « le XXI^{ème} siècle sera celui de l'éthique » (29 juin 2000). Au même moment (26 juin), à l'occasion de la conférence de la Banque mondiale, le Premier ministre, L. Jospin, invite à « chercher à gouverner les forces qui sont à l'œuvre dans la mondialisation de l'économie », tandis que son ministre des finances, L. Fabius déclare : « Tranquillement se pérennisent les inégalités d'une société à deux vitesses, d'un monde avec deux avènements ». Le PNUD, dans son rapport de mai 1991, établissant que la pauvreté tenait plus aux erreurs (sic) de la politique qu'au manque d'argent, propose, dix ans après (juin 2000), de « mettre en place une commission mondiale sur les droits de l'homme dans la gouvernance mondiale ». De Copenhague à Genève, le fiasco « social » n'est plus discuté par personne. La « reprise » récente, même si elle suscite quelques tartuferies sur les « laissés-pour-compte » ou sur la résistance du « noyau dur des exclus » (on notera au passage la délicatesse de ces nouvelles expressions), ne se traduit pas moins, selon la formule d'un « oublié de la croissance » précisément par ce constat : « On voit passer le train, mais il ne s'arrête pas pour nous ».

La pauvreté donc. Qui n'est ni un accident, ni une bévue. Qui est bel et bien un fait de structure. De cette structure qu'est le capitalisme, que la mondialisation actuelle reconduit, quand elle ne l'aggrave pas. Il n'est pas inutile, afin de saisir la nature du phénomène, de revenir, sans plus se contenter d'allusions, au diagnostic le plus rigoureux qui en a été dressé. Il se trouve au Ch. XXIII du Livre I du **Capital** consacré à « La loi générale de l'accumulation capitaliste », particulièrement au § 3 qui expose comment se constitue la fameuse « armée industrielle de réserve »¹⁵ ainsi qu'au § 4, qui traite du paupérisme. « L'accumulation capitaliste, écrit Marx, produit en permanence, et proportionnellement à son énergie et à son ampleur, une population ouvrière excédentaire relative, excédentaire par rapport aux besoins moyens de valorisation du capital et donc superflue » (706). Toutes les ressources du vocabulaire sont mobilisées pour exprimer ce « trop » : « excédentaire » (*zuschuss, überschüssige*), « superflue » ou « qui est de trop » (*überflüssige*), « surnuméraire » (*überzählige*), « surpopulation » (*übervolkerung*), « surnumérisation » (*überzähligmachung*), « surplus de population ouvrière » (*Surplusarbeiterpopulation*), « matériau humain disponible » (*disponible Menschenmaterial*), « bras inoccupés ou à demi inoccupés » (*unbeschäftigte oder halbbeschäftigte*), « inaptés au travail » (*Arbeitsunfähige*), « poids mort » (*tote Gewicht*). La création permanente (300, 794, 829) d'une surpopulation disponible, -armée de réserve, autrement dit « matériau humain constamment prêt et exploitable » (708), est la loi de population propre au mode de production capitaliste et « la condition d'existence de l'industrie moderne » (710), comme l'avait vu Ricardo (*redundant population*). Telle est « la grande beauté de la production capitaliste »¹⁶. A cette population superflue, le capital pourra dicter librement sa loi (458) et menacer le travailleur « de le rendre superflu, lui et sa fonction parcellaire » (510), en le privant de ses moyens d'existence, en provoquant « l'immolation sacrificielle (*Opferfest*) ininterrompue de la classe ouvrière » (548). Dans la guerre industrielle à laquelle ils se livrent, les capitalistes, « rivalisent entre eux à qui pourra licencier le plus de soldats d'industrie »¹⁷. L'armée industrielle de réserve grandit

¹⁵ Je renvoie à la traduction française de Jean-Pierre Lefebvre, Paris, Quadrige/P.U.F., 1993, p. 705 et suiv. et à l'édition allemande, **Marx Engels Werke**, t. 23, Dietz Verlag Berlin, 1972, p. 657 et suiv..

¹⁶ « La grande beauté de la production capitaliste consiste en ceci que non seulement elle reproduit en permanence le travailleur salarié dans son être de travailleur salarié, mais qu'elle produit toujours, par rapport à l'accumulation du capital, une surpopulation relative de travailleurs salariés » (ibid., 862).

¹⁷ Cf. **Travail salarié et capital**, Paris, Editions sociales, 1968, p. 40.

avec la richesse sociale et le paupérisme, ce « poids mort de l'armée industrielle », forme inférieure de la surpopulation, croît avec elle, qui comprend « les aptes au travail », les enfants des pauvres et les « inaptes » (« gueux et déchus » 722-723). Le résultat : « une accumulation de misère proportionnelle à l'accumulation du capital. *L'accumulation de richesse à un pôle signifie donc en même temps à l'autre pôle une accumulation de misère, de torture à la tâche, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité et de dégradation morale pour la classe dont le produit propre est, d'emblée, capital* » (724-725 ; souligné par moi,-G. L.). Et cela aurait été écrit à la fin des années 60 du siècle dernier, et non pas il y a huit jours ? Et Marx de relever en outre : les prémices de notre « flexibilité » dans les vicissitudes des ouvriers anglais que la série des crises condamne à la mobilité (510 et suiv.) ; que les recensements officiels anglais font apparaître une augmentation constante du nombre de pauvres (733) ; que « nulle part le caractère antagonique de la production et de l'accumulation capitaliste ne s'affirme plus brutalement que dans le progrès de l'agriculture anglaise et dans la régression de l'ouvrier agricole anglais » (754) ; que les statistiques trichent sur le compte du paupérisme et que ce dernier, comme l'avait déjà constaté Engels, dans sa **Situation de la classe laborieuse en Angleterre**, continue à susciter « les mêmes cris d'orfraie tout aussi pieux que passagers qui faisaient le bonheur des gazettes à sensation » (734) ; ou qu'en Belgique, dans « ce paradis des capitalistes », 200.000 familles ouvrières sur un total de 450.000 sont rangées parmi les indigents. Il n'est pas jusqu'à la catégorie « nouvelle » des travailleurs pauvres qui ne soit pas épinglée dans le sort réservé aux « couches mal payées » (ibid.)¹⁸.

Est-il excessif désormais de conclure en reprenant ces premières formules des **Manuscrits de 44** que le **Capital** a explicitées : « La production produit un excès de population *inutile (unnütze)* », « Il y a *trop* d'hommes » (« Es gibt zu *viel* Menschen »)¹⁹ ? Michel Verret qui écrit, lui, sous la mondialisation, en délivre l'écho d'aujourd'hui : « Choses jetées bien avant que d'être usées... Hommes dits sans usage au sommet d'expérience de leur courbe d'emploi...le Capital seul suit ses usages, usant des autres sans s'user... »²⁰.

Il n'empêche qu'un siècle et demi plus tard, les choses doivent être quelque peu revues, non pas dans le sens d'un dépassement vers on ne sait trop quel post-capitalisme, mais plutôt d'un durcissement. En effet, chez Marx, le surnombre est sans doute « permanent », mais il demeure « relatif » et ces deux caractères sont eux-mêmes en relation avec l'activité productive. Le « trop » s'enfle et se dégonfle en fonction des besoins du capital. Le nôtre, on l'a vu, connote un seuil, -7%, 8%, 9% ?, considéré comme « incompressible », c'est à dire une fraction de la population, non minime, vouée définitivement à l'inemploi. La production actuelle n'en a nul besoin. D'une part, parce que les gains de productivité, rendus possibles par les nouvelles technologies, ainsi que les parts de marché qu'elles permettent de conquérir, non seulement ne représentent plus des gains de travail, mais créent, au contraire, des mises au chômage. On n'engage plus, on expulse, ou, selon une métaphore aussi courante qu'exactement appropriée, on « dégraisse », on retire les cellules *inutiles* afin de ne conserver que le muscle, lequel, grâce à l'effet éventuel de quelque produit dopant, autorisera de nouveaux records. D'autre part, on ne saurait maintenir telle quelle la règle dialectique dégagée par Marx : l'accroissement du prolétariat n'est plus la réciproque de l'accroissement du capital et à l'enrichissement du bourgeois ne répond plus la majoration du prix de la force de travail ouvrière. C'est que le capital financier, ou spéculatif, même si, en dépit des apparences boursières, il reste sous

¹⁸ Les « travailleurs pauvres » représenteraient 17% de la population active en France ; en 1998, 15% des ménages « vivent » avec le SMIC. Voir J. Petras et T. Cavaluzzi, « Devenir pauvre en travaillant », apud **Le Monde diplomatique**, juillet 1996.

¹⁹ Cf. **Manuscrits de 1844**, Paris, Ed. sociales, 1962, trad. de E. Bottigelli, IIIème Manuscrit, p.104 et 105 ; et **Marx Engels Werke, Ergänzungsband, Schriften bis 1844**, Erster Teil, Dietz Verlag Berlin, 1968, p.550 et 551.

²⁰ Cf. **Le travail ouvrier**, Paris, L'Harmattan, p. X.

la dépendance des formes de production, s'est substitué au capital productif. Marx n'avait nullement ignoré cette phase du développement du capitalisme, quand il avait montré que l'équation A-A' pouvait succéder à l'équation A-M-A' et qu'avec ce « fétiche automate », « l'argent acquiert ainsi la propriété de créer de la valeur, de rapporter de l'intérêt, tout aussi naturellement que le poirier porte des poires »²¹, mais il ne lui avait pas été donné de pouvoir en mesurer toutes les conséquences. Avec l'existence des « paradis artificiels », spécialisés dans le blanchiment de l'argent dit « sale », et soigneusement protégés par les puissances dominantes, nous savons, quant à nous, parfaitement à quoi nous en tenir.

Car ce domaine est bien le nôtre. Il invite tout d'abord à interroger les catégories « misérables » auxquelles la mondialisation impose les traits qui lui sont propres. La pauvreté est la plus ancienne Si c'en est fini d'une certaine idéologie vantant la pauvreté en tant que choix de vie moral, des ordres religieux dits « mendiants » aux poncifs bien avantageux socialement de « l'homme heureux qui n'a pas de chemise », de « l'argent qui ne fait pas le bonheur » ou de « plaie d'argent n'est pas mortelle », la culpabilisation reprochée aux sans-emploi et souvent ressentie par eux, que viendrait tout juste de renforcer la « reprise »²², n'a pas disparu. L'ouvrage, publié sous la direction de D. Vidal, **Quelle place pour le pauvre ?**²³, rappelle fort à propos la récurrence du soupçon visant « l'assisté ». J. Rodriguez²⁴ montre que la philosophie de Mme Thatcher en a été le modèle, les mauvais pauvres étant les assistés du Welfare State qu'elle s'est employée à détruire. La New Poor Law de 1834 avait déjà défini, contre les tenants d'une dimension structurelle de la pauvreté exprimant la vulnérabilité sociale, l'assistance comme une peine assortie de devoirs. En 1996, le Jobseeker's Act supprimait le principe de l'allocation chômage conçu comme un droit. On sait que, depuis, T. Blair a fait mieux et que le MEDEF tente l'opération pour la France. K. Clément²⁵, rappelant qu'en 1992 37,7% de la population de la Russie se trouvait au-dessous du seuil de pauvreté (fixé à 924 roubles, soit 231 F.), notait que les pauvres étaient perçus comme des extrémistes, des incapables, coupables ou victimes, qu'on les rendait responsables de leur sort, qu'un grand nombre d'entre eux éprouvaient un sentiment d'inutilité, d'inaptitude conduisant à « l'auto-dépréciation de soi » et qu'avec le passage à l'économie de marché ils seraient, de fait, « *en trop* », « *superflus* » (*lisnie*)²⁶. La « nouvelle pauvreté » n'est pas seulement provoquée par le « fétiche automate », elle a gagné en extension. Elle ne se limite plus à la seule classe ouvrière. Elle s'étend aux couches moyennes, comme le montre G. Kessler pour l'Argentine²⁷. Depuis 1990, ce n'est pas le chômage, mais la chute des revenus qui contraint les nouveaux pauvres de la classe moyenne à « donner un sens à une situation pour laquelle ils ne trouvent de réponses ni dans les réserves d'expériences communes de la société, ni dans leur propre histoire familiale »; attachés à préserver leur rôle social, ils glissent vers une marginalisation qui tend à les exclure de la santé, de la culture, des transports et des services. Ce sont de la sorte des sociétés entières qui s'appauvrissent. On constate également une « féminisation de la pauvreté », selon les propres termes de l'ONU,

²¹ Cf. **Le Capital**, Paris, Ed. sociales, III, 2, p. 55-56.

²² Cf. la pleine page du **Monde**, du 18.07.00, sous le titre « La grande solitude des laissés-pour-compte de la reprise économique » : « ceux qui n'ont pas bénéficié de la baisse du chômage se sentent montrés du doigt ».

²³ Paris, L'Harmattan, 1999.

²⁴ « La « révolution » thatchérienne en perspective : l'Angleterre et ses pauvres depuis 1834 », *ibid.*, p. 15 et suiv.

²⁵ « Russie : pauvreté de masse et stigmatisation des pauvres », *ibid.*, p. 35 et suiv.

²⁶ *Ibid.*, p. 52 (souligné par moi, G. L.). Dans son recueil de nouvelles, **Mordre au travers** (Paris, Libro, 1999), Virginie Despentes met en scène une pauvre et lui prête ces paroles : « le pire...c'est moi qui me sentais gênée d'être en trop, de n'avoir droit à rien » (p. 46) et « Parfumerie classe rue des Gobelins, je regarde la vitrine juste pour pas le croire qu'il y a des crèmes pour les vieilles un seul pot c'est mon RMI » (p. 48).

²⁷ « L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine », apud **Quelle place pour le pauvre ?**, ouvr. cit., p. 71 et suiv.

marquée, on le sait, sous le sceau d'une infériorisation sociale quasiment inchangée, par les disparités de salaire avec les hommes maintenues et parfois creusées, un taux de chômage bien supérieur et bien plus long (en France, 79,3% des chômeurs de longue durée)²⁸, des qualifications moindres, etc. Dans les « trappes à pauvreté », -dernière trouvaille de la novlangue économique-médiatique, sont déjà tombés les « travailleurs pauvres » et tombent de plus en plus les « chômeurs diplômés non qualifiés »²⁹...

La compréhension du concept de pauvreté s'est enrichie et s'enrichit d'une véritable constellation de notions, sensées la décrire ou l'expliquer. Un nombre considérable d'ouvrages étant consacrés à cette question, je me bornerai à quelques points qui me paraissent insuffisamment soulignés. Relevons que toutes les ressources du vocabulaire ont été convoquées, - *fragilité, assistance, déclassement, marginalité, précarité, underclass, exclusion*, entre autres mots, dont les figures ont été répertoriées, - pauvreté *intégrée, marginale, disqualifiante*, par exemple, et les évolutions reconstituées, ainsi l'évolution de la *précarité* à l'*exclusion*³⁰. Atd Quart Monde, qui lutte pour restaurer la notion de pauvreté dans sa dignité et entend qualifier le « peuple » comme « l'affaire d'hommes qui acceptent de marcher avec les exclus »³¹, a suivi un tel itinéraire, partant de la terminologie officielle, - « familles inadaptées », ou « à problèmes » ou « asociales » et passant progressivement de « sous-prolétariat », ou de « bidonvilles » à « peuple », à « exclusion » et enfin à « quart monde »³². L'association a opéré une distinction entre « les plus pauvres » et « les très pauvres », ces derniers représentant la « grande pauvreté », ainsi définie par le Père Wresinski : « La précarité conduit à la grande pauvreté, quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de réassumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits par soi-même, dans un avenir prévisible »³³. Cette caractérisation autorise deux leçons. En premier lieu, avec l'idée de Quart Monde, qui englobe l'ensemble des populations vivant dans la misère³⁴ ou « la grande pauvreté », le terme de *Lumpenproletariat* perd sa raison d'être. Il conservait en effet l'acception péjorative et le discrédit de classe, qu'il possédait encore chez Marx, isolant du paupérisme, ce « poids mort de l'armée de réserve », « les vagabonds, les criminels, les prostituées »³⁵. D'autre part, il faut renoncer à la facilité d'analyse qui clive entre visions économique, sociologique et psychologique du pauvre. La pauvreté est un tout. L'exclu est tout à la fois exclu du marché, des services, de la représentation politique, de la santé, de la culture, de la sexualité, « dans sa tête », comme on dit, et pour l'entourage³⁶.

²⁸ L'ONU estime que 70% des pauvres de la planète sont des femmes et que « la mondialisation de l'économie aggrave leur situation » ; les salaires sont en moyenne de 50% inférieurs à ceux des hommes. ; l'écart des taux de chômage, selon l'INSEE (1995) serait de 9,8% à 13,9%. « Si l'homme est souvent un loup pour l'homme, il l'est toujours pour la femme », note Jack London, qui ajoute : « les femmes reçoivent les raclées que les hommes devraient donner à leurs patrons » (**Le peuple d'en bas**, trad. F. Postif, rééd. Paris, Editions Phébus, 1999, p. 170 et 182 ; à relire d'urgence).

²⁹ Catégorie d'exclus, bien différente de celle de l'ère industrielle (cf. M. Godet, « Les obstacles structurels à l'emploi », apud **Futuribles**, n° 180, oct. 1993, p. 22).

³⁰ Une recension récente, à partir d'une bibliographie étendue, en a été proposée par Cédric Frétygné, **Sociologie de l'exclusion**, Paris, L'Harmattan, 1999 ; voir également les ouvrages de S. Paugam, notamment **La société française et ses pauvres**, Paris, PUF, 1991 et **Le salarié de la précarité**, Paris, PUF, 2000.

³¹ Cf. **Le croisement des savoirs. Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble**, Paris, Editions de l'Atelier, 1999, p.109.

³² Ibid., p. 120 et suiv.

³³ Ibid., p. 145 ; il s'agit d'un Rapport de 1987.

³⁴ Jack London croit qu'il n'existe pas d'équivalent anglais de ce mot français (ouvr. cit., p. 218) !

³⁵ **Le Capital**, ouvr. cit., p. 722

³⁶ « Le chômeur se sent sans valeur, aux trois sens du mot : sans valeur d'échange, sans valeur d'usage, sans valeur morale. Bien vite dévalué d'ailleurs par les siens mêmes, comme incapable

Ajoutons que l'aspect massif de ces phénomènes, quelque nom qu'on leur attribue, représente un facteur de déstabilisation de la société, à cause de la flexibilité et des glissements d'une situation à l'autre (emploi/chômage/emploi...), aussi bien dans sa relation avec les pouvoirs publics (l'Etat) qu'entre les groupes qui la composent. Partant, la pauvreté doit s'entendre des collectifs, au-delà des individus. Et il y a des *pays pauvres*. Ce sont même les plus nombreux. Les instances internationales ne se privent pas de les inviter, à la « bonne gouvernance », entre sermons et menaces, exactement comme on traite les gueux ou les chômeurs, quand elles n'en font pas de dangereux réprouvés, soumis à d'implacables blocus. Car, aux maux naturels qui accablent les pauvres de toute éternité, se surajoutent les malédictions qui tiennent à l'ordre dominant. Cibles privilégiées des séismes et autres ras de marées, le « dialogue Nord-Sud » leur vaut les meilleurs taux de mortalité, d'exploitation des enfants, d'analphabétisme, de pollution, de famine, sans compter la drogue et le sida qui se sont avantageusement substitués à la traite des nègres et au colonisateur dans le dégraissage d'un continent³⁷. Sans revenir au sort réservé autrefois aux « indésirables », - malades, fous ou brigands, et sans aller jusqu'à préconiser, avec Swift, l'élimination physique des pauvres, comment éviter de penser qu'il y a même *des peuples en trop* ? L'exemple des Palestiniens, expulsés de chez eux il y a un demi siècle, afin de donner sens à la fameuse formule « une terre sans peuple pour un peuple sans terre », et toujours condamnés à l'exil (3.521.000, selon l'UNRWA), particulièrement dans des camps de détention qui ne suscitent qu'indifférence générale, n'impose-t-il pas d'au moins poser la question ? Et les milliers d'enfants irakiens qui meurent chaque mois avec la complicité des plus puissants "Etats de droit"-dont " la patrie des Droits de l'Homme ", se doivent-ils pas être considérés comme *de trop* ?³⁸

La conception libérale de l'individualisme, bien entendu, se tient au centre de l'idéologie dont la nouvelle pauvreté instruit le procès. Jadis, l'existence du pauvre créait une obligation pour le riche, qui lui devait, au nom de la vie commune, un minimum de solidarité : « Donne à tes proches leur droit, mais aussi au pauvre, au fils du chemin », édicte le Coran³⁹. Dans nos démocraties, à l'inverse, l'égalisation abstraite indispensable au marché, comme voyait A. Smith, renvoie l'individu, ou plutôt le contractant, à lui-même et à sa seule responsabilité : il ne lui arrive jamais que ce qu'il mérite. Il se trouve « relégué au rang de citoyen de seconde zone quand il n'est pas tout simplement rejeté dans

ou paresseux » (M. Verret, ouvr. cit., P. 121). J.-Ph. Catinchi, préfacier d'un roman noir, écrit par un collectif de chômeurs, relève que ces derniers préfèrent la formule « privé d'emploi » qui « suppose, autant qu'une exclusion de la sphère du travail, une frustration consécutive, une énergie négative dont on peut faire un levier en en inversant la charge » (Roseback Ricardo Montserrat & Christian Vincent, **Ne crie pas**, Paris, Gallimard, 2000, p. 9-10).

³⁷ A ce chapitre, forcément trop allusif, quelques coups d'éclairage, parmi des milliers possibles : des titres de journaux : « La pollution touche d'abord les pauvres des pays pauvres », « Les peuples de l'abîme », « La France vit en bonne santé, l'Afrique meurt de plus en plus tôt » ; au sujet de la drogue, cf. J.-Cl. Grimal, **Drogue : l'autre mondialisation** (Paris, Gallimard, 2000), qui démontre la stigmatisation et la pénalisation des pays pauvres ; sur le sida, cf. la 13^{ème} conférence qui se déroule actuellement en Afrique du Sud et son bilan terrifiant. Et les prisons : aux E.U., l'immense majorité des détenus et des condamnés à mort, sont des pauvres, -noirs et latinos singulièrement ; en France, le Président de la Commission parlementaire déclarait « Ce sont les pauvres qui sont en prison » et précisait que la population carcérale comprenait 1 analphabète sur 5 et 70% de sans emploi ou de personnes ayant peu travaillé (France-Inter, du 05.07.00, 8h30).

³⁸ Voir le récent Rapport des médecins publié dans **Libération**, du 28.04.00. A noter que les bombardements quasi quotidiens de l'Irak par l'aviation anglo-etatsunienne ne font l'objet que de brefs et épisodiques entrefilets de presse (on dénombrait plus de 18.000 raids, depuis la guerre de 1998, en fin janvier 2000).

³⁹ Sourate XVII, 26, dans la traduction de J. Berque, Sindbad, 1990 (voir aussi la Sourate XXX, 38).

une sorte de hors-jeu social »⁴⁰, a ceci près qu'à l'individu « hors-jeu » convient assez peu le qualificatif de « citoyen ». Le malthusianisme qui permet « de considérer et de punir la misère du prolétaire comme étant de sa faute à lui »⁴¹ justifierait la liquidation des surnuméraires, implicite dans tout (néo-)libéralisme⁴².

Une ultime mise en garde enfin pour s'assurer que la critique ne débouchera pas sur les palinodies morales et les illusions humanitaristes, innocentes ou vicieuses. Il s'agit moins de dénoncer les faux-semblants de vocables à la mode, la marginalité, par exemple, qui mange la page, ou l'exclusion, si féroce et incluse, dans le commandement du capital sur le travail⁴³, mais de certaines associations conceptuelles proprement insécables. Il en est deux, prioritaires. La pauvreté est indissociable de la propriété. L'une ne peut être pensée indépendamment de l'autre. « Le pauvre moderne », montre E. Logiudice, n'est pas seulement privé de liens avec l'appareil productif, non-producteur donc, non-contractant, non-consommateur et non-citoyen, il est non-proprétaire : « l'exclusion accompagne nécessairement le droit de propriété. La propriété privée est exclusion ». Et le droit de propriété qui prétend régir la relation entre une personne et un bien, ne sert qu'à occulter les relations entre les individus et l'exclusion des uns par les autres⁴⁴. L'immatérialité de la globalisation ne rend pas plus caduque la catégorie de propriété qu'elle ne met fin au travail, dans sa double fonction de développement économique et social et de mécanisme privilégié de socialisation des individus, ou au...capitalisme. L'exclusion, quant à elle, ne relève ni du *charity business*, ni de la condition d'*inemployables* (Chirac)⁴⁵. Elle représente moins encore, comme le voudrait A. Touraine, le passage d'une société verticale (i.e. hiérarchisée en classes) à une société horizontale, où elle formerait couple avec l'intégration (les *in* et les *out*)⁴⁶. Si l'on ne veut pas en faire « un mot valise » recouvrant des réalités disparates (R. Castel), il faut, au contraire, découvrir, sous l'exclusion, l'actualité de l'exploitation. La mondialisation du marché, représentant la vocation et l'essence même du capitalisme, l'exploitation actuelle n'est nouvelle que de lui conférer une extension jamais atteinte. La marchandisation ne laisse désormais rien en dehors de son champ⁴⁷. La recherche du profit, débarrassée de toute limite⁴⁸ et dopée par le bond des

⁴⁰ Cf. D. Vidal, « Catégorisations, territoires et individu : quelle place pour le pauvre ? », apud. **Quelle place pour le pauvre ?**, ouvr. cit., p. 7.

⁴¹ K. Marx, **Travail salarié et capital**, ouvr. cit., p. 59.

⁴² Une nouvelle démonstration vient d'en être donnée par R. Kuntz, **Schwarzbuch des Kapitalismus**, Frankfurt on Main, Ed. Eichborn, 1999 (trad. fçse en préparation).

⁴³ « C'est le capital qui met en mouvement le travail », répète Marx (**Travail salarié et capital**, ouvr. cit., p. 54) ; ajoutons que c'est également le capital qui arrête le travail ou s'en passe, car « la surpopulation est dans l'intérêt de la bourgeoisie » (ibid., p. 59).

⁴⁴ Ces travaux ont fait l'objet de conférences à l'occasion de divers colloques et d'articles (cf. en particulier « Le socialisme peut-il oublier la faim ? », apud **Actuel Marx**, Paris, P.U.F., n° 16, 1994). Ce n'est nullement le fait du hasard si ce sont des chercheurs d'Amérique latine qui ont réservé une attention particulière à la pauvreté moderne. Cf. également M. Langon, **Sobre la pobreza** (à paraître), qui dénonce la thèse selon laquelle l'éducation constituerait l'instrument le plus efficace pour dépasser la pauvreté.

⁴⁵ Cf. B. Gerbier, « La mondialisation, leçons du présent », apud J. Michiels, D. Uzundis dtion, **Mondialisation et citoyenneté**, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 59.

⁴⁶ Cf. C. Frétygné, **Sociologie de l'exclusion**, ouvr. cit., qui présente les thèses de Touraine, « le théoricien de l'exclusion », p. 87 et suiv..

⁴⁷ La force de travail, assurément, mais aussi cette conquête de la modernité la vente de leurs organes par les individus eux-mêmes et la prostitution de masse des enfants.

⁴⁸ Y compris morale, d'où les liens inextricables entre politique, finance et corruption. E. Joly, dans son récent ouvrage, **Notre affaire à tous** (Paris, Les Arènes, 2000), révèle que le produit criminel brut est estimé à 1000 milliards par l'ONU, soit le PIB de la France (174) ; et que « selon Interpol, le produit total de la lutte anti-drogue depuis 20 ans représente à peine une journée du commerce mondial des stupéfiants, soit 1/7300 ème du trafic, c'est à dire une misère » (207).

technologies de l'information, opère la mondialisation du chômage, de la précarité et de l'exclusion. Il n'y a là aucune fatalité, mais bien le résultat de politiques déterminées, dont le thatchérisme a fourni le modèle universel. C'est pourquoi, ainsi que le rappellent L. Boltanski et A. Chiapello, « en l'absence d'une notion claire d'exploitation (...) le refus de l'injustice sociale a en quelque sorte régressé vers ce qui en constitue le stimulus originel : l'indignation face à la souffrance »⁴⁹, qui dispense évidemment de désigner des responsables. D'où également ce constat de S. Wuhl : « les politiques qui visent à lutter contre l'exclusion professionnelle sans agir sur les logiques économiques qui la produisent ne font qu'entériner un état de fait »⁵⁰. Un gouvernement, une institution, une formation politique, une structure de pouvoir, si modeste soit-elle, qui ne se donne pas comme tâche prioritaire, non déclamatoire ou ritualisée, d'engager toutes les forces dont il dispose contre un tel système, ne mérite que mépris et rejet..

Quelles perspectives, demandera-t-on ? Outre le fait qu'il s'agit d'un autre objet, il serait déraisonnable, en dépit de mouvements déjà à l'œuvre⁵¹, de prophétiser les formes que prendront les luttes d'émancipation à l'échelle internationale. On peut néanmoins être assuré de leur nécessaire condition : « Quand tous les pauvres s'y mettront »⁵².

Georges Labica

Ce texte a paru dans le livre intitulé *Précarisation du travail et lien social. Des hommes en trop*, Paris, L'Harmattan, 2001, et dans plusieurs revues à l'étranger, dont *Anthropos*, Barcelona, n°194 ("La pobreza").

⁴⁹ **Le nouvel esprit du capitalisme**, cité par C. Ramaux, qui propose une riche discussion des thèses des deux auteurs, « Quelle critique pour quel nouveau capitalisme ? », apud **Utopie critique**, Paris, n° 16, mars 2000, p. 55.

⁵⁰ **Du chômage à l'exclusion ?**, Paris, Syros/Alternatives, 1991, p. 203.

⁵¹ M. Verret en établit l'éventail, **Le travail ouvrier**, ouvr. cit., Vème Partie, p.137 et suiv.; voir également Serge Latouche, "Les stratégies alternatives des exclus face à la mondialisation : les SEL et l'informel", apud **L'Homme et la société**, n°136-137, 2000/2-3, Paris, L'Harmattan, p.57 De nouvelles formes apparaissent, avec les mouvements anti-mondialisation (Seattle, Davos) et les expressions de désespérance de certains conflits du travail (l'usine Cellatex dans les Ardennes ou la brasserie Adelschoffen de Schiltigheim).

⁵² Selon les paroles de « La Semaine sanglante » de P. Dupont et J.-B. Clément, interprétée par Marc Ogeret, **Autour de la commune**, Disques Vogue, 1994.